



# NOTE POLITIQUE

Mars 2026

## Cent vingt (120) milliards de subvention de la campagne agricole en 2025 : quels impacts macroéconomiques ?

**Auteurs :** Omar Diouf, Serigne Mbacké Konté, Modou Guèye Fall, Ndèye Fatou Faye Mané, Oumar Lo, Cheickh Sadibou Fall, Djiby Dia, Moussa Sall, Astou Diao Camara (Bureau d'Analyses Macro-économiques de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles - ISRA BAME)

### Introduction :

L'agriculture constitue un pilier stratégique de la souveraineté économique du Sénégal et devrait demeurer le moteur central de sa transformation structurelle. Dans la dynamique impulsée par la **Vision Sénégal 2050**, l'enveloppe de **120 milliards de FCFA** allouée à la **campagne agricole 2025-2026** ne saurait être interprétée comme une simple dépense budgétaire, mais plutôt comme un investissement stratégique de souveraineté, destinée à renforcer la résilience des ménages agricoles. Représentant environ 17 % du PIB et mobilisant près de 60 % de la population active (ANSD., 2022), le secteur agricole occupe une position déterminante dans l'équilibre économique et social du pays. Cette étude examine ainsi la portée de cet arbitrage budgétaire majeur, conçu comme un choc d'offre, en mobilisant le modèle d'Équilibre Général Calculable PEP-1-1. Calibré sur la Matrice de Comptabilité Sociale de 2019, ce cadre néoclassique permet d'analyser les mécanismes de transmission macroéconomiques induits par la réduction des coûts unitaires de production via la subvention des intrants agricoles (semences, engrais, matériel), et d'évaluer les arbitrages entre souveraineté alimentaire et stabilité macroéconomique.

La démarche analytique repose sur **trois (03) piliers** :

- **Mesure de la croissance** : Évaluation de la variation du PIB et de la valeur ajoutée sectorielle par branche.
- **Évaluation de la dynamique du marché du travail** : Analyse de la demande de travail segmentée par niveau de qualification et des rigidités factorielles.
- **Analyse distributionnelle du bien-être** : Étude de l'évolution du revenu disponible et de l'épargne des ménages par zone géographique.

L'analyse met en évidence que la performance du secteur agricole demeure étroitement contrainte par la rareté des ressources globales : toute impulsion issue de la dépense publique entraîne nécessairement des réallocations de facteurs de production, induisant des ajustements et des effets d'éviction potentiels dans les secteurs non bénéficiaires de la subvention.

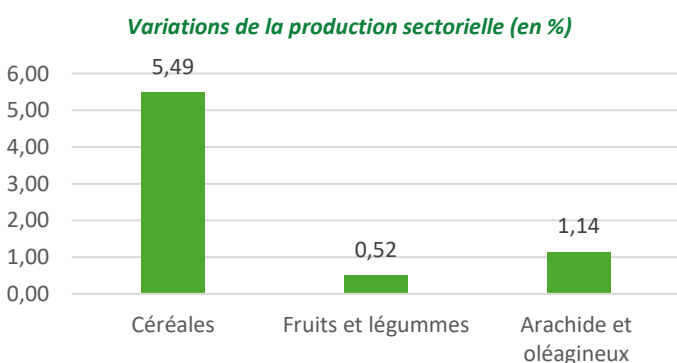
### Messages clés...

- 1. Transformer la subvention en véritable moteur de productivité exige de sortir d'une logique de rente pour instaurer un ciblage rigoureux, orienté vers une agriculture durable, compétitive et créatrice de valeur pour l'économie nationale.*
- 2. La politique de subvention a un impact macroéconomique positif ; avec un multiplicateur de 1,52 et une contribution de +0,39 % à la croissance du PIB. Toutefois, son potentiel reste limité tant que persistent des contraintes structurelles qui freinent les gains de productivité. Lever ces obstacles devient essentiel pour faire de la subvention un véritable instrument de performance agricole et de stabilité économique.*
- 3. Les retards logistiques, la qualité inégale des semences et un ciblage encore perfectible réduisent la portée des investissements publics. Un renforcement progressif de ces maillons apparaît nécessaire pour consolider l'efficacité de la subvention et soutenir durablement la performance du secteur agricole.*
- 4. Aligner la distribution des intrants sur le calendrier agricole et renforcer le ciblage des exploitations les plus vulnérables constituent des leviers essentiels pour optimiser les rendements et améliorer l'efficacité globale de la campagne agricole.*
- 5. Le développement des capacités de stockage et de transformation constitue un levier essentiel pour mieux valoriser les productions agricoles, stabiliser les prix et renforcer la création de valeur ajoutée au niveau local.*

## 1. La subvention augmente la productivité

La subvention constitue un instrument direct de politique économique permettant de réduire le coût de production supporté par les agriculteurs et, par conséquent, d'accroître leur capacité à produire davantage. En diminuant le prix effectif des intrants (semences, engrais, équipements), l'État oriente volontairement les ressources productives vers les filières jugées prioritaires, créant ainsi un effet d'entraînement plus marqué dans ces segments. La simulation montre que ce ciblage bénéficie principalement au secteur des céréales, dont la production augmente de +5,49 %, ce qui confirme la cohérence d'une stratégie axée sur la souveraineté alimentaire et la sécurisation des cultures de base (riz, mil, maïs). En revanche, les filières d'exportation telles que l'arachide et les autres oléagineux enregistrent une progression plus modérée (+1,14 %), traduisant un arbitrage implicite en faveur de la sécurité alimentaire.

Figure 1. Variations de la production dans les secteurs agricoles en (%)



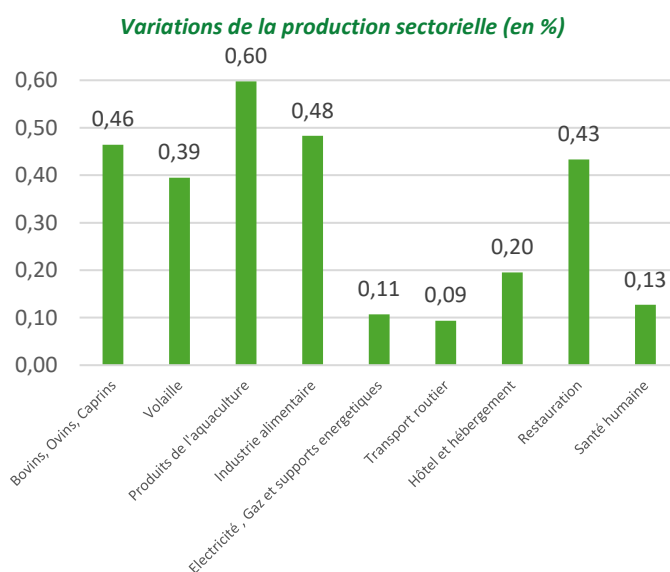
Source. BAME à partir des résultats du MEGC

La dynamique impulsée par le secteur agricole se diffuse vers l'aval de la chaîne de valeur, en particulier vers l'industrie alimentaire, qui enregistre une hausse de production de +0,48 %, soit environ 1,28 milliard de FCFA supplémentaires en valeur ajoutée, accompagnée d'une création d'emplois significative (entre +1,56 % et +3,04 %). Cette performance s'explique principalement par la diminution du coût des intrants intermédiaires agricoles, qui améliore les marges des agro-industriels et renforce l'intégration productive nationale. L'élevage bénéficie également de cet effet d'entraînement, avec une croissance modérée de +0,46 % pour les bovins, ovins et caprins, favorisée par un meilleur accès aux sous-produits agricoles destinés à l'alimentation animale. Les services ne sont pas en reste : la restauration (+0,43 %) et l'hôtellerie (+0,20 %) profitent de l'accessibilité des produits agricoles, tandis que le transport routier (+0,09 %) progresse légèrement.

Le transport routier progresse légèrement (+0,09 %), en lien avec l'intensification des flux de marchandises agricoles, contrairement aux transports ferroviaire (-0,40 %) et fluvial (-0,99 %) qui reculent. Le secteur de la santé connaît également une amélioration modérée (+0,13 %), traduisant une élévation du bien-être des ménages ruraux.

La dynamique impulsée par le secteur agricole se diffuse vers l'aval de la chaîne de valeur, en particulier vers l'industrie alimentaire, qui enregistre une hausse de production de +0,48 %, soit environ 1,28 milliard de FCFA supplémentaires en valeur ajoutée, accompagnée d'une création d'emplois significative (entre +1,56 % et +3,04 %). Cette performance s'explique principalement par la diminution du coût des intrants intermédiaires agricoles, qui améliore les marges des agro-industriels et renforce l'intégration productive nationale. L'élevage bénéficie également de cet effet d'entraînement, avec une croissance modérée de +0,46 % pour les bovins, ovins et caprins, favorisée par un meilleur accès aux sous-produits agricoles destinés à l'alimentation animale. Les services ne sont pas en reste : la restauration (+0,43 %) et l'hôtellerie (+0,20 %) profitent de l'accessibilité des produits agricoles, tandis que le transport routier progresse légèrement (+0,09 %), en lien avec l'intensification des flux de marchandises agricoles, contrairement aux transports ferroviaire (-0,40 %) et fluvial (-0,99 %) qui reculent. Le secteur de la santé connaît également une amélioration modérée (+0,13 %), traduisant une élévation du bien-être des ménages ruraux.

Figure 2. Variations de la production dans les secteurs connexe

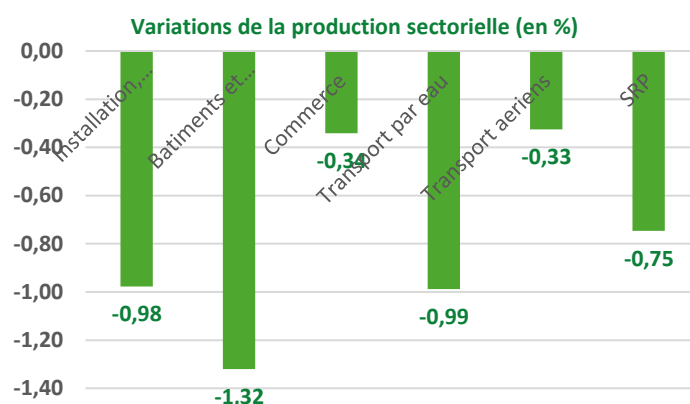


Source. BAME à partir des résultats du MEGC

## 2. Effets d'éviction : la subvention dans l'agriculture réduirait les investissements dans d'autres secteurs

L'expansion agricole, financée par les 120 milliards de FCFA de subventions, entraîne un effet d'éviction à la fois budgétaire et factoriel. Le financement de ces subventions réduit mécaniquement l'investissement public en capital fixe, provoquant une contraction du secteur du BTP (-1,32 %). Cette réallocation des ressources affecte également certains services modernes, avec des reculs enregistrés dans la recherche et prospection (-0,75 %), le transport par eau (-0,99 %) et l'installation et réparation d'équipements (-0,98 %). Paradoxalement, le commerce subit une perte de valeur ajoutée de 11,92 milliards de FCFA. À terme, cette faiblesse des secteurs moteurs de la modernisation souligne le risque d'une trappe à faible productivité si la transformation structurelle n'est pas soutenue par un relais de croissance technologique et un renforcement des capacités des filières non agricoles.

Figure 3. Variations de la production dans les secteurs en éviction



Source. BAME à partir des résultats du MEGC

## 3. La subvention, dans sa forme actuelle, ne permet pas un changement dans la structure du marché du travail

La politique de subvention induit une transformation structurelle du marché du travail, orientant l'économie vers une intensité accrue en main-d'œuvre non qualifiée au détriment des profils techniques. A noter que cette situation est celle de la structure de l'économie sénégalaise. On observe une hausse massive de la demande de travail pour les segments « Sans instruction » (+10,79 %) et « BEFM/BEP » (+10,88 %) dans les céréales. Cette dynamique génère une compression de l'échelle salariale, renforçant le caractère progressif de la politique :

- Taux de salaire (Sans instruction) : +1,25 %.
- Taux de salaire (Cadres/Ingénieurs) : +0,33 %.

Sur le plan distributionnel, les ménages ruraux captent naturellement l'essentiel des gains, avec un revenu disponible en hausse de +1,19 % à +1,31 %. À Dakar, l'augmentation du revenu (jusqu'à +0,71 % pour certains quintiles) ne résulte pas d'un gain de productivité propre, mais d'un effet de surplus du consommateur induit par la baisse des prix nominaux des denrées alimentaires.

Figure 4. Variations de la demande de travail dans les secteurs agricoles

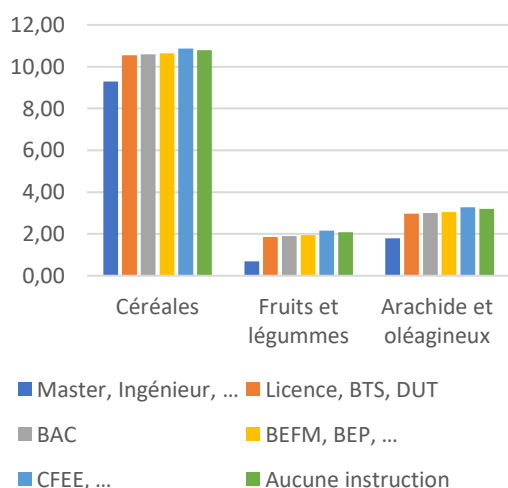
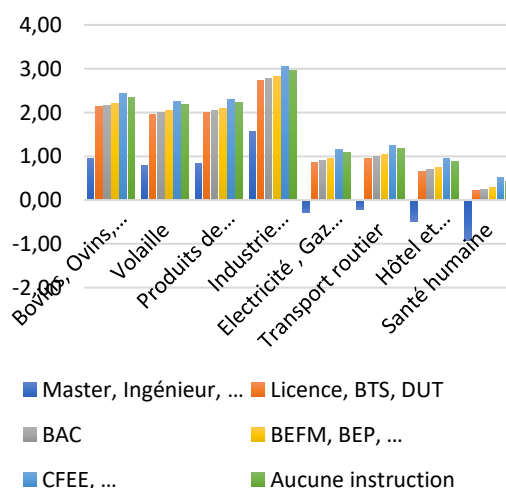
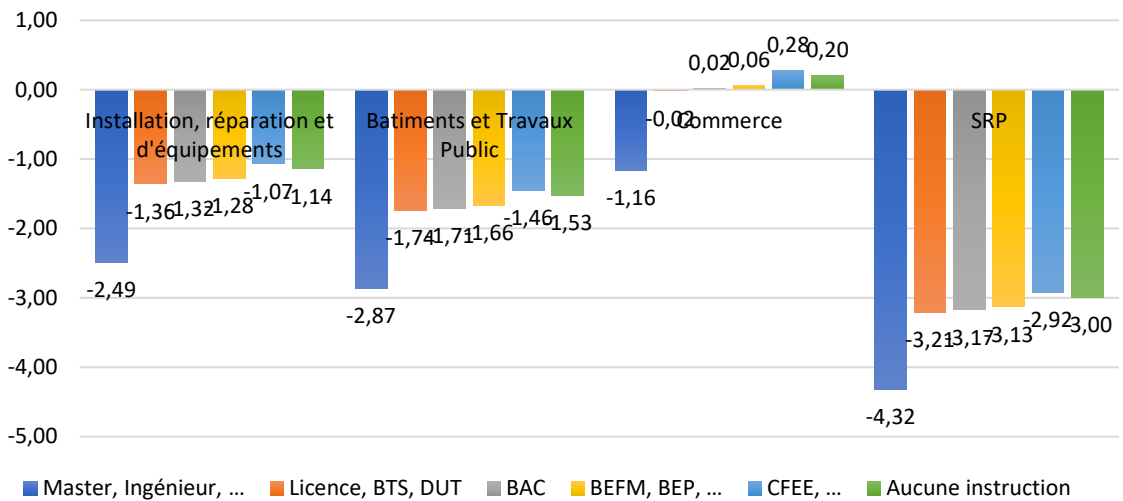


Figure 5. Variations de la demande de travail dans les secteurs connexes



Source. BAME à partir des résultats du MEGC

Figure 3. Impacts sur la demande de travail dans les autres secteurs



Source: BAME à partir des résultats du MEGC

## 4. Synthèse macroéconomique et impératifs opérationnels

L'évaluation globale de la politique de subvention affiche un **multiplicateur économique de 1,52** (chaque franc investi génère 1,52 franc de valeur ajoutée supplémentaire) et une croissance nette du PIB de **0,39 %**. L'efficacité du programme reste bridée par des goulots d'étranglement structurels : retards logistiques, qualité des semences et ciblage inefficace qui limitent la croissance de la productivité totale des facteurs.

Pour maximiser l'efficacité de ce choc budgétaire, trois axes stratégiques doivent être priorités :

- 1. Renforcement de la logistique distributive :** une coordination précise entre la livraison des intrants et le calendrier cultural afin d'éviter les pertes de rendement dues à un décalage saisonnier est impérative.
- 2. Ciblage efficace des producteurs vulnérables :** la mise en place de mécanismes de sélection transparents et rigoureux pour s'assurer que les subventions bénéficient réellement aux exploitants agricoles qui en ont le plus besoin de soutien permettraient de faire de gains de

production importants, car rappelons-le, les exploitations familiales, malgré une production atomisée, fournissent un effort considérable dans l'atteinte de la sécurité alimentaire.

- 3. Développement des capacités de stockage et de transformation :** la production agricole est certes un maillon très important mais il est impératif d'investir dans les maillons en aval de cette production pour valoriser les produits, absorber les excédents, stabiliser les prix à la production et renforcer la valeur ajoutée locale, tout en soutenant la durabilité du secteur agricole.

En définitive, la subvention constitue un levier puissant de redistribution et de sécurité alimentaire, mais sa capacité à transformer durablement l'économie dépendra d'une gouvernance opérationnelle rigoureuse. La qualité de la dépense publique doit être la priorité absolue pour éviter que ce transfert de ressources ne s'épuise en simples effets de rente sans gain de productivité pérenne.

Pour aller plus loin :



<https://www.isra-bame.sn/notes-politiques/>

